

Évaluation des besoins des ménages | Diapaga

Décembre 2024

Région de l'Est, Burkina Faso

Messages clés

- L'indisponibilité des denrées alimentaires sur le marché (difficultés d'approvisionnement) combinée au manque de moyens financiers, lié en partie à l'absence d'opportunités économiques, exposaient la population à une **situation alimentaire Préoccupante**.
- L'**accès à l'eau potable restait largement insuffisant** en raison de la réduction du nombre de points d'eau disponible et des difficultés d'approvisionnement en carburant pour le fonctionnement des points d'eau disponible. De plus, la pratique de la défécation à l'air libre demeurait dans la ville.
- Des **difficultés majeurs d'accès aux services communautaires de base** en raison des barrières financières et des restrictions de déplacement. Les ménages signalaient des difficultés à couvrir les frais de soins et les charges éducatives. Dans le secteur énergétique, les coûts élevés des investissements en électricité et les difficultés d'approvisionnement en combustibles affectaient considérablement le bien-être des ménages.

Contexte et justification

Dans plusieurs localités du Burkina Faso, des barrières physiques entravent depuis plusieurs mois la mobilité des populations, des marchandises et des services. Cette situation réduit la disponibilité des produits sur les marchés locaux et restreint l'accès à certains services sociaux de base, détériorant ainsi les conditions de vie des habitants. Les difficultés d'accès à ces zones limitent par ailleurs la circulation d'informations actualisées sur les besoins urgents, rendant l'acheminement de l'aide humanitaire encore plus complexe. Dans ce contexte, l'absence de données précises peut entraîner une sous-estimation des besoins et une hiérarchisation inadéquate des priorités des populations.

En partenariat avec IRC et Acted, REACH se propose de répondre aux besoins d'informations actualisées des acteurs en réalisant une évaluation coordonnée sur les besoins multisectoriels des populations vivant dans la ville de Diapaga.



Entretien avec un couple de personnes déplacées internes, Diapaga

Crédit photo : IMPACT Initiatives

Méthodologie

Une enquête ménages a été conduite du 12 au 17 décembre 2024 auprès de 114 ménages non déplacés (résultats représentatifs au niveau du centre urbain 90% de niveau de confiance, 10% de marge d'erreur) et 101 ménages déplacés (résultats indicatifs, sélection selon les connaissances des acteurs).

Il convient de noter que cette enquête a eu lieu cinq (05) mois après le dernier ravitaillement¹ de la ville.

Dix (10) entretiens avec des informateurs-rices-clés ont été réalisés entre le 03 et le 17 décembre 2024 auprès d'acteurs administratifs communaux, provinciaux et d'organisations non gouvernementales.

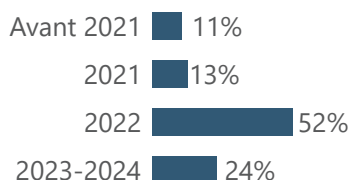
Aperçu général des populations

Dynamique des déplacements

Tous les ménages déplacés enquêtés étaient originaires de la province de la Tapoa, dont plus de la moitié venait des villages de la commune de Diapaga même. **Plus de 9 ménages sur 10 étaient ruraux.**



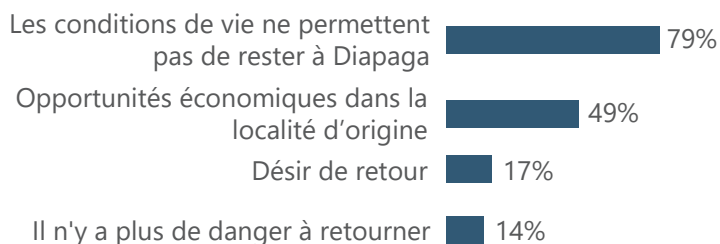
% de ménages PDI² par année d'arrivée à Diapaga



Les principales raisons expliquant l'arrivée des ménages à Diapaga² sont **d'ordre sécuritaire** (92%) et la liées à la **présence de proche parents** (38%).

71% des ménages PDI envisageaient de retourner dans leur localité d'origine si la situation le permet

% de ménages PDI par raisons pour vouloir retourner³



Redevabilité et défis des populations

81% des ménages PND⁴ et **99%** des ménages PDI déclaraient avoir **reçu de l'aide au moins une fois au cours des six mois précédant la collecte**, apportée principalement par le gouvernement et des ONG internationales et nationales. Ces aides étaient composées essentiellement de **soutien alimentaire** (nourriture et bon alimentaires).

Cependant, malgré ces soutiens reçus par une majorité de la population, les ménages continuaient de faire face à de nombreux défis.

Principaux défis des populations³

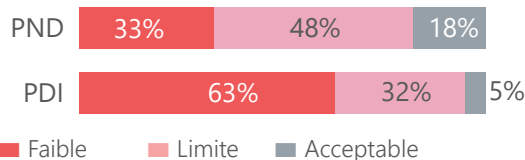
	PND	PDI
Manque de nourriture	99%	99%
Manque de revenus pour subvenir aux besoins	44%	47%
Manque de savon, d'eau ou d'un endroit approprié pour se laver	19%	21%
Manque d'accès facile à des toilettes propres	16%	14%
Insuffisance d'eau potable	18%	8%

Situation alimentaire alarmante

Faible consommation alimentaire



% de ménages selon la classification du score de consommation alimentaire (FCS)



Plus d'un tiers des ménages (40% des PDI et 38% des PND) indiquaient qu'au moins un membre du foyer passait parfois une journée et une nuit entière sans manger.

Selon l'indice de sécurité alimentaire (ISA), **69%** des ménages PDI et **62%** des ménages PND étaient en situation de **faim modérée à sévère**.

Cette situation découlait principalement de l'insuffisance de revenus pour couvrir les besoins essentiels du ménage et de l'indisponibilité de certains produits sur le marché.

Insuffisance de revenus et indisponibilité des denrées alimentaires



98% des ménages PDI et **93%** des ménages PND indiquaient que les revenus issus de leurs AGR ne suffisaient pas à couvrir les besoins essentiels, principalement en raison de la réduction des **opportunités d'emploi** et des **difficultés d'approvisionnement en matières premières**.

Les ménages PDI, principalement issus de milieux ruraux, ont rapporté une réduction des opportunités économiques à Diapaga en raison du manque de terres agricoles et des coûts élevés des intrants. De même, les ménages PND faisaient face à des difficultés similaires, notamment en raison des restrictions de déplacement⁵.

Principales sources de revenus des ménages avant les déplacements ou les difficultés d'accès, et au moment de la collecte^{3,6}

PND			PDI	
Avant	Collecte		Avant	Collecte
73%	38%	Agriculture, maraîchage et vente de produits agricoles	86%	37%
61%	38%	Commerce ou petit commerce	42%	36%
38%	13%	Élevage et vente de produits d'élevage et de bétail	48%	4%
0%	12%	Aucune	2%	16%

Par ailleurs, en l'absence de convoi depuis cinq mois¹ au moment de l'évaluation, les ménages comme les IC signalaient une pénurie de certaines denrées alimentaires sur le marché, notamment les **produits céréaliers** et les **légumineux**.

Épuisement des stratégies d'adaptation

L'indice des stratégies d'adaptation réduit (rCSI) révèle que la grande majorité des ménages se trouvait dans une situation de **crise ou d'urgence** (PND 98%, PDI 92%), la réduction de la quantité, de la qualité et du nombre de repas constituant les principales stratégies d'adaptation de la consommation alimentaire des ménages.

Face à l'insuffisance de nourriture et aux revenus limités, **de nombreux ménages avaient recours ou épuisé des stratégies de crise et d'urgence (LCSI)**, réduisant progressivement leur capacité à absorber les chocs actuels et futurs.

% de ménages par stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance de crise/d'urgence utilisées (QCM)

	PND	PDI
Urgence Mendier	32%	37%
Crise Réduire les dépenses non-alimentaires	35%	34%
Crise Consommer des semences	16%	19%
Crise Vendre des actifs productifs	8%	10%

Un IC signalait, en raison du manque de nourriture, et plus généralement de conditions de vie difficiles à Diapaga que certains ménages déplacés choisissaient de retourner dans leurs localités d'origine, en dépit des risques sécuritaires associés.

Insuffisance d'accès à l'eau potable et des conditions sanitaires inadéquates

80% des ménages PND et **79%** des ménages PDI rapportaient **ne pas avoir accès à suffisamment d'eau**.

Un IC signalait une réduction du nombre de points d'eau disponibles, principalement due à un manque d'entretien et à l'insécurité des déplacements, ainsi qu'une fourniture limitée d'eau potable par l'ONEA en raison du manque de carburant.

Cette situation occasionnait une pression accrue sur les points d'eau restants, entraînant des **temps d'attente prolongés** pour les usagers (PND 80%, PDI 81%) et une **augmentation du pris de l'eau** (PND 58%, PDI 56%). En conséquence, 74% des ménages PND et 66% des ménages PDI indiquaient mettre plus d'une heure pour se rendre au point d'eau, y collecter de l'eau et revenir.

Par ailleurs, **7%** des ménages PDI et **4%** des ménages PND **n'avaient pas accès à des latrines**, et environ **42%** des ménages ayant accès aux latrines signalaient qu'au moins un membre du ménage **pratiquait la défécation à l'air libre**.

De plus, une majorité des ménages ayant accès aux latrines exprimait une insatisfaction par rapport aux installations existantes, soulignant le besoin d'améliorations, notamment la **construction de nouvelles latrines** et la **rénovation des infrastructures** existantes.

Difficultés économiques d'accès aux services communautaires de base

Barrières financières d'accès à la santé et à l'éducation

Les principales barrières d'accès à un service de santé rapportées par les ménages étaient le **manque de moyens financiers** pour honorer les charges liés aux soins (PND 74%, PDI 61%), le **temps d'attente trop élevé pour obtenir une consultation** (PND 44%, PDI 37%) et le **coût élevé des médicaments** (PND 41%, PDI 36%).

Un IC précisait à ce titre qu'en raison de l'utilisation des vols comme principal moyen d'approvisionnement de la ville en produits pharmaceutiques, Diapaga faisait face à une **inflation des prix** dans les dépôts privés, exacerbée par des **ruptures périodiques de stocks**.

L'insuffisance de revenus affectait également la nutrition des jeunes enfants. La grande majorité des ménages ayant des enfants de moins de 5 ans exprimait de fortes préoccupations concernant leur situation nutritionnelle, principalement en raison des difficultés financières.

Dans le secteur de l'éducation, les principales difficultés rapportées par la majorité des ménages étaient l'**impossibilité de payer les frais de scolarité** (PND 70%, PDI 88%) et l'**absence de cantine scolaire** (PND 70%, PDI 71%).

Un IC signalait également l'**insuffisance de personnel enseignant** en raison des difficultés d'accès. De fait, l'IC rapportait la nécessité d'héliporter les enseignants pour venir et quitter Diapaga.

Coûts élevés de l'énergie électrique et difficultés d'approvisionnement en combustible

Les principales sources d'énergie électrique des ménages étaient les **lanternes solaires** (PND 61% | PDI 56%) et les **panneaux solaires domestiques** (PND 39% | PDI 28%). Le coût élevé de l'électricité et des investissements d'installation constituaient les deux principaux obstacles des ménages pour accéder à l'électricité. Plus de la moitié des ménages signalait un manque d'éclairage à l'intérieur ou à l'extérieur de l'abri.

Par ailleurs, les ménages utilisaient essentiellement du bois et du charbon de bois comme combustibles, et rencontraient des obstacles : des **points de collecte trop éloignés** et le fait que la **récupération du combustible était une activité dangereuse**.

Méthodologie

La présente évaluation a été réalisée en utilisant une méthodologie mixte, les enquêtes ménages ayant été réalisées avec une méthode quantitative. Celles-ci ont été menées du 12 au 17 décembre auprès de 215 ménages dont 114 ménages non déplacés et 101 ménages déplacés au niveau de la ville de Diapaga. À travers des entretiens structurés, les informations ont été collectées auprès de femmes et d'hommes représentant les ménages et possédant des connaissances approfondies sur la situation de leur ménage. Les ménages non déplacés ont été sélectionnés par tirage aléatoire afin d'obtenir des données représentatives au niveau du centre urbain. Un niveau de confiance de 90% et une marge d'erreur de 10% ont été appliqués pour le calcul de l'échantillon. Pour les ménages déplacés, la répartition des enquêtes a été déterminée à partir des connaissances locales d'informateurs-rices clés. Les ménages déplacés ont pu être identifiés à partir d'un échantillonnage non-probabiliste (sélectionné/boule de neige). Les informations recueillies auprès des ménages déplacés sont ainsi indicatives au niveau du centre urbain.

Des informateurs-rices-clés issus-es d'institutions locales et d'organisations de la société civile ont été choisis selon leurs connaissances spécifiques des zones et thématiques de l'évaluation. Ces IC ont été consultés sous la forme d'entretiens qualitatifs en présentiel. Les informations complétant les enquêtes ménages sont présentées dans cette fiche d'information. Au total, 10 entretiens ont pu être réalisés à Fada N'Gourma et Diapaga entre le 03 et 17 décembre 2024.

Limites

Les résultats présentés ici correspondent à un aperçu de la situation au moment des collectes de données en décembre, et ne peuvent de ce fait pas tenir compte des évolutions pouvant avoir eu lieu depuis. Par ailleurs, la nature des questionnaires ménages implique que certaines réponses apportées correspondent aux perceptions des personnes interrogées. En particulier, certains sujets considérés comme sensibles peuvent avoir été sous-rapportés. Enfin, la traduction des questionnaires du français vers des langues régionales a pu entraîner certaines imprécisions.

Les entretiens IC ont contribué à avoir une image plus complète des besoins prioritaires des populations vivant dans la ville. Toutefois, étant donné la nature de ces entretiens, des aspects ont pu être omis par les acteurs.

Les [Termes de Référence](#), [les analyses](#) et tous les produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le [Centre de Ressources de REACH](#).

Notes de fin

¹ Au moment de l'évaluation, le dernier convoi de Diapaga datait du 15 juillet 2024

² Personnes déplacées internes.

³ Question à choix et réponses multiples

⁴ Personnes non-déplacées.

⁵ Les restrictions de l'accès de la ville de Diapaga ont débuté en mars 2022

⁶ Les deux sources de revenus principales des ménages sont ici agrégées. La modalité "aucune" signifie qu'aucune source de revenus n'est rapportée comme première source de revenu par le ménage. Les ménages ayant répondu "aucune" comme seconde source de revenus ne sont pas inclus dans ce pourcentage..

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'Acted et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).